

PROJET COCOMBAGNEMENT Québec - Guatemala

Bulletin d'information

BIMESTRIEL

Janv.-fév. 2000, no. 22, Montréal, Qc



Photo : Mary Ellen Davis

Atelier de santé mentale de l'ODHAG à Petanac, Huehuetenango

Editorial p.2

Pourquoi le FRG a-t-il gagné? p.3

Victoire du FRG, ... p.4

Entrevue avec
Me Henry Monroy p.5

Nouvelles
du Guatemala p.6-7

¿Qué pasa en el PA? p.8

Potins des ex-accos p.8



Une nouvelle année, une nouvelle ère...



Le deuxième tour de scrutin du 26 décembre 1999 est venu confirmé ce qui s'annonçait déjà en novembre: la victoire du FRG, le parti d'extrême-droite.

L'heure est donc à l'analyse. Nous vous en proposons deux qui se complètent: celle de Frank La Rue, directeur de CALDH (Centre d'aide légale pour les droits humains), organisme partenaire du PAQG au Guatemala. Notre coordonnateur au Guatemala, Marc Drouin nous propose la retransmission du contenu d'une conférence qu'il a donnée. La deuxième nous vient de l'agence d'information Centre d'Études du Guatemala (CEG).

Comme dossier principal de ce numéro, nous vous offrons une entrevue exclusive avec Me Henry Monroy, ce juge guatémaltèque qui a dû renoncer à son poste et s'exiler au Canada suite à de menaces, en lien avec son implication dans le cas de Mgr Gerardi.

Au PAQG nous vous avons souvent sollicités pour répondre à des actions urgentes suite à des faits ayant cours au Guatemala. Nous aimerions aujourd'hui vous faire part d'une information sur les suites de ces pressions politiques. La dernière action urgente concernait l'ex-commissaire militaire Candido Noriega. Or suite à l'appel de sa condamnation à 30 ans de prison, cette dernière a été reconfirmée le 15 février dernier. Il s'agit d'une victoire contre l'impunité, il va sans dire. Merci à tous ceux et celles qui ont participé aux actions urgentes sur ce cas en particulier.

Côté PAQG au Québec, eh bien oui, nous sommes heureux de vous annoncer que nous avons envoyé notre premier accompagnateur du millénaire! Christian Fournier de Québec est parti

en pleine tempête de neige le 15 février dernier. Une fois arrivé au Guate, et accueilli par notre coordonnateur, Christian s'est dirigé à Xela pour une semaine de perfectionnement de son espagnol. Il commençait quelques jours de formation le 28 février. Que te vaya bien Christian!

La prochaine formation pour l'accompagnement aura lieu au début de mai, les inscriptions sont ouvertes...

Comme le moteur d'une organisation, ce sont ses membres, nous lançons dans ce numéro un VIBRANT APPEL au membership. Que vous soyez tout nouveau ou que vous désiriez nous l'espérons, renouveler votre membership, nous vous demandons de bien vouloir nous retourner le joli petit coupon, avec votre jolie petite cotisation. Et vous recevrez une jolie petite carte de membre, (à peu près de la couleur du billet de banque de votre cotisation). Vous continuerez à recevoir le bulletin, naturellement, mais vous serez aussi les bienvenus lors de notre Assemblée Générale Spéciale du 25 mars prochain.

Le PAQG est un groupe de solidarité et c'est dans la mesure où ses membres lui donneront vie que sera vivante la solidarité avec le Guatemala.

En espérant vous rencontrer le 25 mars, et en attendant, bonne lecture...

Suzy Potvin

Coordination PAQG

Soirée bénéfice

PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA

Samedi le **25 MARS**
à **20H00**
au Comité Social Centre-Sud
1710, rue Beaudry

ARTISTES INVITÉS

Entrée : **5\$**
(tirage inclus)

Renseignements :
495-3131





Pourquoi le FRG a-t-il gagné ?

— Centro de estudios de Guatemala, 11/01/2000z



Le Front républicain guatémaltèque (FRG) de droite a largement remporté les premières élections depuis la signature des accords de paix, en récoltant après le premier tour plus de 1.1 million de votes et au second tour, tenu le 26 décembre, un peu plus de 1.15 million de voix.

Ces élections furent singulières, tant par le nombre de votants que par la situation économique, politique et sociale dans laquelle elles eurent lieu. Une réflexion est donc nécessaire pour comprendre un phénomène qui a plusieurs explications, alors que divers facteurs se sont conjugués pour aboutir au résultat obtenu.

En premier lieu la Loi électorale et des Partis politiques en vigueur bénéficie clairement aux partis de droite ayant un pouvoir économique, car elle ne rend pas accessibles les bureaux de vote aux électeurs/trices et permet à ceux ayant les moyens de transporter ces électeurs-trices, d'acheter leurs votes. On calcule que le FRG a ainsi dépensé 2 millions \$ le jour des élections pour transporter et acheter des votes.

L'observation internationale a été inutile car elle a eu lieu seulement le jour du scrutin et n'a pas tenu compte d'une série d'anomalies permanentes, comme l'achat de votes à travers le don d'argent, de planches, de tôles, fours et autres produits.

Un des éléments fondamentaux ayant permis le triomphe du FRG a été la capitalisation qu'il a su réaliser des votes contre le Parti du progrès national (PAN) sortant. Il y est arrivé de plusieurs façons : une de celles-ci fut d'articuler un discours systématiquement négatif du gouvernement durant la présidence d'Álvaro Arzú; une autre fut de se positionner, en arrivant à convaincre une grande partie de l'électorat qu'il était l'unique «opposition»; il projeta de plus l'image de «parti des pauvres» alors qu'il associa celle du PAN au parti des riches. Il a fait tout cela en adoptant des positions arrêtées et systématiques devant la problématique complexe du pays, lui permettant en plus de refouler l'Alliance nouvelle nation (ANN).

Le succès en fut le résultat, étant donné le désenchantement provoqué par le gouvernement Arzú. L'élément central du mécontentement fut la crise économique. Se sont cumulés la privatisation de TELGUA, l'assassinat de Mgr Gerardi, le non accomplissement des Accords de paix, l'application de politiques néolibérales et la façon de gérer les problèmes dans le pays, ainsi que son arrogance. Tels furent les facteurs de l'échec du PAN.

Le FRG a eu un accès privilégié aux media de masse, particulièrement la télévision et la radio,

qui étaient en sa faveur. La ligne éditoriale qui s'établit fut de vendre l'image d'un bipartisme de droite. Les sondages jouèrent en faveur de cette approche.

La stratégie électorale se basa, entre autres, sur la médiatisation massive de son candidat à la présidence, une couleur recherchée, un discours cohérent, une propagande dynamique, opportune, avec un sens de la réplique. À cela il faut ajouter les plus de quatre années de campagne du FRG et de Portillo dans tous les media et les municipalités du pays.

Le FRG a su profiter des erreurs de la campagne du PAN et les tourner en sa faveur; il réalisa une campagne offensive et agressive, de «cheval gagnant», qui lui donna de bons résultats. De son côté le PAN fit tout le contraire. Il utilisa des phrases de propagande qui furent tournées contre lui, comme «Je suis témoin du changement» par «Je suis témoin de la misère», «... de la pauvreté», «... du chômage».

Le financement de la campagne du FRG par des groupes économiques puissants a été décisif dans sa victoire; le calcul des dépenses engagées se chiffre à 12 millions \$ pour le premier tour et d'environ 2 millions \$ pour le second.

Le candidat fut une autre clef de la victoire : un civil, tenant un discours populiste et très bon orateur, Alfonso Portillo a dit ce que les gens voulaient entendre et cela avec une grande dose de démagogie très efficace, générant des attentes. Il éveilla chez ses auditeurs certaines espérances, surtout chez les plus nécessiteux, qui furent un capital important de ses votes.

La politique d'alliance du FRG fut elle aussi efficace. Combinant des civils à l'avant-scène — comme Portillo lui-même, Luis Rabbé, Ramiro De León Carpio — et les militaires de poigne Efraín Ríos Montt, Luis Miranda Trejo et Horacio Soto Salam, elle parvint à un effet de miroir, renvoyant l'image d'une solution pour résoudre le grave problème d'insécurité d'une société violente.

La stratégie du général Ríos Montt de ne pas apparaître en première ligne, laissant aux candidats civils être les protagonistes et négocier avec des personnes à l'extérieur de son projet, lui permit d'avoir accès à des moyens et des outils rendant possible le positionnement d'un parti qui, sinon, n'aurait pu gagner les élections.

Les manoeuvres religieuses du FRG donnèrent de bons résultats : il a pu compter sur l'appui du secteur évangélique militant, spécialement les fondamentalistes avec Ríos Montt derrière. D'un autre côté Portillo vendit l'image d'un

catholique, ce qui lui permit d'amplifier la dimension religieuse des sympathisants du parti.

Selon certains spécialistes, un aspect qui a permis le décollage de Portillo a été la saturation des moyens de communication avec le cas Chilpancingo. Elle a été tellement excessive que le résultat fut l'opposé de ce que l'on en attendait et a permis à Portillo d'être présent dans l'esprit de chaque électeur-trice guatémaltèque, lui permettant même d'être victimisé. Ici s'est réalisée la fameuse phrase du chef de propagande nazi Joseph Goebbels, qui dit: "Peu importe si on parle de toi en bien ou en mal, l'important c'est qu'on parle de toi."

Le FRG est parvenu à se conforter une certaine base sociale et organisationnelle, fondée en grande partie sur les structures des ex-patrouilles civiles et ex-commissaires militaires, avec une structure spécifique du parti pour s'occuper d'eux. Le discours polarisé a aussi motivé cette base sociale à «lutter» ou travailler électoralement pour récupérer des espaces de pouvoir perdus dans le processus de paix. À ces bases se sont joints de nombreux militants de la Démocratie chrétienne que Portillo a amené au FRG.

L'âge moyen au Guatemala est de 17 ans, ce qui signifie que la population électorale est jeune. Ceci, joint au faible niveau de scolarité, a bénéficié au FRG. La mémoire historique ne fut pas un élément central du raisonnement du vote; beaucoup de votants n'ont pas vécu sous le régime de Ríos Montt, cela n'a pas été une expérience vécue. Pour cette raison durant la campagne le FRG — comme le PAN — utilisèrent la musique de Ricky Martín.

Ce processus, malgré les irrégularités, demeure crédible et légal. Cela donne à Portillo une certaine légitimité et un consensus par le nombre de votes obtenus. Cela donne aussi une plus grande crédibilité au système de partis politiques au Guatemala. Relativement à ces derniers points, un aspect qui se détache est la volonté de changement exprimée par le peuple par les urnes.

L'électorat n'a pas promu Ríos Montt pour son passé, mais a plutôt châtié le PAN pour ce qu'il a mal fait. Le triomphe du FRG se soit à la combinaison de tous les facteurs exposés ici. Ce n'est pas un retour au militarisme, le peuple n'a pas voté pour cela. Le guatémaltèque a voté pour l'image que le FRG est parvenu à vendre et pour l'espoir qu'il a généré. À partir du 14 janvier il sera temps de demander l'accomplissement de ce qui a été promis, ce qui constituera la grande faiblesse du président et de son parti.



Victoire du FRG: Comment et pourquoi ?



Le 28 janvier dernier, le directeur du Centre d'action légale pour les droits humains au Guatemala (CALDH), Frank La Rue, présentait une analyse sur la victoire électorale du Front républicain guatémaltèque (FRG) devant plusieurs membres de l'Alliance contre l'impunité réunis dans la ville de Guatemala. Nous reproduisons ici un résumé de ses propos.

Jamais la gauche au Guatemala n'a-t-elle réussi l'exploit du nouveau président Alfonso Portillo: diviser le vote selon les classes sociales. Même s'il ne s'agit pas d'un vote idéologique, puisqu'il existe plusieurs tendances idéologiques parmi les différentes classes sociales, il est néanmoins question d'un véritable vote de classe. Les membres de la petite classe moyenne en descendant l'échelle sociale vers le bas ont voté pour le FRG, entre autres, parce qu'ils se sont sentis abandonner par le Parti du progrès national (PAN), son président hautain issu des milieux fortunés, agressif envers les médias et très distant de la grande majorité des Guatémaltèques.

Le discours populiste de Portillo lors de la campagne électorale martelait toujours le même message: «Je suis issu de la classe populaire, mes parents étaient enseignants comme moi, je suis originaire de Zacapa (contrairement à la capitale), je travaille pour vous et je viens vous écouter». Pendant l'administration du PAN, Portillo consacrait 75% de ses fins de semaine à voyager à l'intérieur du pays afin de se réunir avec les secteurs sociaux et ainsi graduellement préparer sa campagne présidentielle. Le moment venu, et les responsables de sa campagne ayant très bien fait leurs devoirs, on voyait toujours Portillo dans les campagnes porter ses bottes de travail, les manches retroussées, chemise à carreaux, candidat du peuple.

Et en effet Portillo est le président le plus populaire au Guatemala depuis 1954. Il a réussi à faire sortir 53% de l'électorat lors du premier tour en novembre et ce dans un pays connu pour son taux record d'abstention. Lors du deuxième tour, il a reçu deux fois la quantité de votes de son adversaire. Son discours est populiste, mais pas de gauche. Il préconise une main dure contre la délinquance et appuie la peine capitale. Il a déjà fait l'acquisition d'une maison de 3 millions de dollars US et il pactise actuellement avec les intérêts financiers et la partie du secteur bancaire qui l'ont appuyé pendant sa campagne.

À l'intérieur du pays, Portillo a aussi su compter sur l'appui des structures «dormantes» des anciennes Patrouilles d'autodéfense civile (PAC), grâce entre autres à la participation de plusieurs anciens militaires au sein du parti, ainsi que sur les bases du parti de la Démocratie chrétienne, son ancienne formation politique avant de passer au FRG.

Mieux se diviser pour régner

Avant d'aborder le projet politique du nouveau président et de son parti, il faudrait dissiper certains mythes qui portent à confusion en ce moment. D'abord, le mythe voulant qu'il existe un conflit entre Portillo et l'ancien dictateur, fondateur et secrétaire général du FRG, le général Efraín Ríos Montt, et ensuite qu'il s'agit d'un conflit entre «bons et méchants» à l'intérieur du même parti. Bien qu'il puisse exister des tensions et des divergences entre les deux, un pacte les unit pour la simple raison que Ríos Montt ne peut gouverner sans Portillo et que Portillo a besoin de Ríos Montt afin de mettre de l'ordre dans les affaires internes du FRG.

À titre d'anecdote, la veille de l'inauguration présidentielle le 14 janvier, l'ensemble des députés élus du FRG s'était réuni au Congrès. Plusieurs se plaignaient ouvertement du fait que de nombreuses «personnalités de gauche» aient été nommées au Conseil des ministres et à plusieurs Secrétariats du gouvernement à leur dépens. Ríos Montt a étouffé toute dissension en affirmant que si Portillo présidait le pays, c'est lui qui présidait le FRG. Fin de discussion. Pour Portillo la figure de Ríos Montt est indispensable au Congrès. Ríos Montt, président du Congrès depuis le 14 janvier, reconnaît aussi dans le contexte actuel qu'il a besoin de Portillo afin que soit mené à terme le projet politique du FRG.

Un projet comme les autres

Portillo fait partie d'une génération de présidents latinoaméricains populistes qui se montrent hostile au système politique en crise. Nous le voyons avec Chavez au Venezuela, Fujimori au Pérou, d'abord Buraca en Équateur et ensuite Jamil Mahuad, récemment obligé de démissionner à cause de mobilisations massives. Chavez maintient sa popularité au Venezuela grâce à de nouvelles initiatives et propositions. Le défi que devra relever Portillo au Guatemala est exactement le même. Il devra enthousiasmer la population tout en évitant que les gens descendent dans la rue pour protester contre les politiques de son

gouvernement. Comment réussira-t-il? En récupérant des symboles populaires et certains dirigeants ou représentants sociaux, tout comme le PRI au Mexique. Et tout en défendant les intérêts économiques qui ont appuyé Portillo dans sa campagne électorale, le projet politique du FRG sera axé aussi sur la récupération des mouvements sociaux.

Composition du nouveau gouvernement

Portillo tente un rapprochement avec l'ensemble des composantes de la société civile guatémaltèque et cherche à apaiser l'opinion internationale. D'abord, provenant du milieu des droits humains et de l'Église catholique, bastions critiques depuis des années, nous retrouvons Edgar Gutierrez, ancien coordonnateur du Projet de récupération de la mémoire historique (REMHI), maintenant secrétaire en matière d'analyse stratégique. Une des trois personnes responsables de la Commission sur l'éclaircissement historique (CEH), la pédagogue autochtone Otilia Lux de Coti, est maintenant ministre de la Culture et des Sports. Au point de vue strictement symbolique, deux personnes ayant directement accusé l'ancien régime de Ríos Montt (1982-1983) de génocide font maintenant parti du Conseil des ministres du FRG. En ce qui concerne les Mayas, nous retrouvons aussi l'intellectuel indigéniste Demitrio Cojti comme sous-ministre à l'Éducation; au ministère du Travail un ancien syndicaliste et au Secrétariat de la paix, deux anciens membres de la guérilla, etc.

Le projet politique de Portillo, tout comme celui du PRI au Mexique n'est pas de réprimer massivement toute opposition, si non de récupérer les dirigeants qui surgissent des mouvements populaires en leur offrant un emploi ou une position et en les réduisant au silence. De plus, Portillo propose de décréter le 26 avril, anniversaire de l'assassinat de Monseigneur Juan Gerardi survenu en 1998, journée nationale de la dignité. Il promet de résoudre l'assassinat coûte que coûte, passant aux actes rapidement en janvier avec l'arrestation de militaires et de militaires à la retraite. C'est à féliciter, bien que l'assassinat de l'Évêque remonte au gouvernement précédent et implique des militaires proches de l'ancien président Arzu. Si journée de la dignité il y a, ce sera aux mouvements populaires de l'affirmer et non au gouvernement de le décréter. Le symbole nous appartient...



Entrevue avec Me Henry Monroy.

Me Henry Monroy, a été juge au Guatemala, chargé entre autres, du procès de l'assassinat de l'évêque Juan Gerardi. Dans l'accomplissement de ses fonctions il a reçu des menaces de mort. Il a dû démissionner et quitter le Guatemala. Voici, une entrevue qu'il nous a accordé.

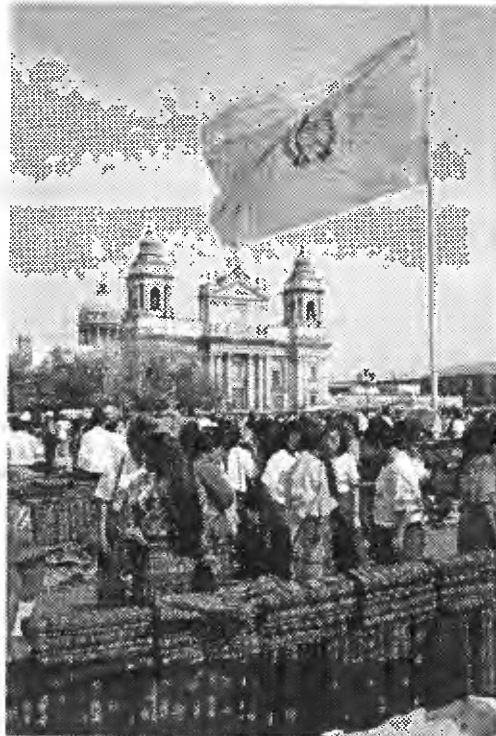
PAQG: Me Monroy, comment interprétez-vous la victoire du parti d'extrême-droite, le FRG, le 26 décembre dernier?

H.M.: Ça a été la victoire du système de classe, raciste et discriminatoire qui existe au Guatemala. Elle a démontré une fois de plus le manque de crédibilité du système de la part de la majorité de la population. Si nous prenons en considération que dans cette nation, l'âge moyen est de 18 ans, sur un total d'une population de 12 millions, nous parlons de quelques 6 millions d'habitants dont on retrouve légalement inscrits pour voter, approximativement 3.2 millions. De ces 3.2 millions, 45 % environ ont participé aux urnes électorales le 26 décembre, c'est-à-dire 1.4 million. De ceux-là, le parti actuellement au pouvoir a obtenu un peu plus du million de votes. Ce vote est composé en sa majorité par le vote discipliné de la structure antérieure paramilitaire appelée PACs, le vote des églises protestantes du pays (on en compte plus de 17,000 selon les derniers décomptes), le secteur de la bourgeoisie conservatrice qui voit dans ce projet de gouvernement la possibilité de maintenir les structures de pouvoir traditionnellement rejetées par la majorité des guatémaltèques et par la communauté internationale. Peut-être doit-on inclure aussi un petit groupe de guatémaltèques ennemis du processus de paix initié formellement le 29 décembre 1996 et qui croient que les choses au Guatemala doivent être solutionnées par une main de fer. A partir de maintenant la société civile aura une énorme responsabilité, celle de maintenir la vigilance qu'implique le fait d'avoir au gouvernement plusieurs personnages signalés récemment comme les responsables les plus importants des violations des droits humains des guatémaltèques.

PAQG: Me Monroy, pouvez-vous nous dire comment se porte le système judiciaire au Guatemala, en fait est-ce qu'il réussit à avoir un minimum d'efficacité?

H.M.: Le système judiciaire au Guatemala est en fait effondré et son fonctionnement se doit plus à une inertie politico-sociale qu'à des facteurs de l'ordre de la justice. Il existe une incapacité incroyable du système à donner une réponse aux demandes de justice de la population. Le système est surchargé et il existe des possibilités

réelles d'actualiser son travail. Je me réfère ici à tout le système dans ses ramifications civile, du travail et pénale. Quant à cette dernière, la situation est critique. La surcharge de travail est exagérée. Cela cause une profonde tristesse quand on prend connaissance de statistiques comme celles que présente l'Institut d'Etudes Comparées en Sciences Pénales: elles établissent que plus de 82% des personnes qui au Guatemala se retrouvent légalement détenues, le sont pour un motif de délit contre la propriété, c'est-à-dire larcin, vol, escroquerie, appropriation indue, etc. De plus, 88% des personnes qui ont été condamnées par le système de justice pénale l'ont été pour le même type de délits. Qu'est-ce que cela signifie? Que dans un pays où un affrontement armé interne a produit le chiffre alarmant de 200,000 morts reconnus officiellement par le rapport de la Commission d'Eclaircissement Historique et



L'identité de la nation...

Photo: S. Patvin

qu'à cela on ajoute l'énorme quantité de victimes que produit tous les jours la délinquance, le système n'investit pas de façon proportionnelle les ressources qu'il devrait pour la vérification de tous les crimes. Il privilégie de manière exagérée la protection de la propriété privée au détriment d'autres valeurs comme celle de la vie humaine.

Toutefois, il faut ajouter qu'au Guatemala de grands efforts sont faits pour changer cet état de faits et de là est née la Commission pour le

Renforcement du Secteur Justice qui a émis d'intéressantes recommandations qui seront importantes à prendre en considération en vue de son amélioration.

PAQG: Comment pensez-vous que le niveau du système judiciaire puisse aider à la lutte contre l'impunité?

H.M.: Je crois que le système par lui-même n'a pas la capacité de résoudre le si grave fléau qui le corrode et qui, conjugué à la corruption, représentent les grands venins qui tiennent ce système mortellement blessé. La lutte contre l'impunité est une lutte qui est la responsabilité de toute la société organisée au Guatemala. En fait l'unique garantie qui existe pour que cette lutte soit effective est de pouvoir compter sur une société civile fortifiée capable de se convertir en l'instance vigilante de l'attitude de tous les fonctionnaires publics, non seulement du système de justice, mais bien de tous ceux des autres entités de l'état qui peuvent avoir une incidence dans des sujets déterminés pour chaque cas en particulier.

PAQG: Vous avez été impliqué directement dans le cas Gerardi, pourriez-vous nous dire quel a été votre rôle et comment vous en êtes arrivé à renoncer à vos fonctions de juge?

H.M.: J'ai été titulaire de Tribunal Second de Première Instance Pénale, ayant son siège social dans la capitale de Guatemala, où par décision d'une Salle de la Cour Pénale d'Appel, le cas de l'assassinat commis contre l'Evêque Juan Gerardi a été réassigné en raison de fortes controverses suscitées entre les parties et le juge qui s'occupait du cas. A partir de là, lorsque le cas est venu au Tribunal à ma charge, le processus de cet expédient se trouvait paralysé par l'attitude assumée par les parties entre elles et les parties et le juge précédent. Il y avait diverses actions en attente de se réaliser, dont :

1- résoudre la demande d'ouverture de jugement contre le prêtre Mario Orantes, que l'on accusait d'être l'auteur matériel de la mort de Monseigneur Gerardi, selon la thèse de ce qu'on appelle 'crime passionnel',

2- effectuer une reconstruction des faits de comment supposément a été exécuté le crime de l'Evêque. Cette reconstruction des faits avait été sollicitée depuis 8 mois par l'ODHA sans que cela soit résolu de manière positive. Et c'était là une activité de la plus haute importance dans l'enquête pour l'éclaircissement du crime,

Su'ite à la page 6 ▶

NOUVELLES DU GUATEMALA

Noticias de GUATEMALA

Source: Centre d'Etudes du Guatemala (CEG)

DÉTENTION DE TROIS MILITAIRES POUR L'ASSASSINAT DE L'ÉVÊQUE JUAN GERARDI

Le 25 janvier la juge de deuxième instance Flor de María García Villatoro a ordonné la détention et la mise en accusation des militaires Byron Disrael Lima Estrada, Byron Lima Oliva et José Obdulio Villanueva, arrêtés quelques jours plus tôt dans le cadre du procès sur l'assassinat de Mgr Juan José Gerardi Conedera, survenu le 26 avril 1998.

Aussi bien le chauffeur de taxi Jorge Diego Méndez

Perussina que le sans-abri Rubén Chanax Sontay et l'ex-agent de l'État-Major présidentiel Jorge

Aguilar Martínez ont donné des versions similaires de ce qui s'est passé la nuit du meurtre, coïncidant avec plusieurs aspects des événements.

Rubén Chanax affirme qu'Obdulio Villanueva lui déclara : "Ne t'approches pas d'ici à 22 h car quelqu'un va mourir, et je ne veux pas te tuer." Selon le témoin à 22h Villanueva et le capitaine Lima Oliva sont arrivés à bord d'une camionnette Grand Cherokee. En pénétrant dans le presbytère, le capitaine Lima Oliva l'aurait averti que s'il déclarait quoi que ce soit il se retrouverait dans la même situation que l'autre, en se référant au sort qui attendait Mgr Gerardi.

De son côté le procureur Leopoldo Zeizig insiste que les preuves retenues jusqu'à présent démontrent que le prêtre Mario Orantes a bien

participé au crime, non comme couverture mais comme acteur.

CANDIDO NORIEGA CONDAMNÉ A 220 ANS DE PRISON

Le mardi 15 février la Cour d'appel d'Antigua Guatemala, Sacatepéquez, a confirmé la peine de 220 ans de prison contre l'ex-commissaire militaire Cándido Noriega, accusé de 8 assassinats et de 2 homicides. Les magistrats ont gardé ouvert le procès contre Juan Alesio Samayoa, également ex-commissaire militaire, qui a pris la fuite, ainsi que contre les commandants militaires de l'époque, et également contre deux témoins pour faux témoignages.

RÍO NEGRO : COMMUTATION DE PEINES CAPITALES

La Cour d'appel de Cobán a commué à 50 ans de prison les peines capitales contre les ex-membres des patrouilles d'autodéfense civile (PAC) Carlos Chen, Pedro González et Fermín Lajuj Xitumul, jugés pour la mort de 143 habitants de la communauté de Río Negro, Rabinal, Baja Verapaz, le 13 mars 1982.



Photo: M-C Ricard

Suite de l'entrevue

3- résoudre la situation juridique de la cuisinière Margarita Lopez que l'on signalait comme complice de Orantes dans le crime.

Les 3 actions ont été résolues dans cet ordre, laissant en liberté Orantes sous la figure juridique de la Clause provisionnelle de son procès, c'est-à-dire, libre, mais sujet à procès; ordonnant la reconstruction des faits et en dirigeant moi-même la pratique, obtenant la certitude juridique de la participation des éléments de l'État Majeur Présidentiel (corps élite de l'armée) sur la scène du crime, malgré le fait que pendant onze mois le Ministre de la Défense ait nié systématiquement ce fait; et résolvant la situation juridique de Madame Lopez (cuisinière).

Comme conséquence de la reconstruction des faits, il m'a fallu ordonner l'investigation de la thèse du crime politique qui impliquait plusieurs militaires et prendre les déclarations des divers témoins clé, qui ont renforcé cette thèse de la participation de militaires dans les faits. Parallèlement à cela une série d'actes d'intimidation à mon égard ont pris de l'ampleur, dont le plus délicat a été l'intromission du Secrétaire d'Intelligence de la Présidence demandant au

nom du président, de résoudre le cas en un sens déterminé qui n'était pas exactement celui que l'enquête révélait. La Cour Suprême m'a retiré le peu d'appui qu'elle m'avait déjà donné en faveur du travail de 'nettoyage' que j'avais commencé à entreprendre dans mon Tribunal en dénonçant par exemple, des employés corrompus, surpris en actes 'in fraganti' (en flagrant délit). Mon panorama était on ne peut plus négatif et les menaces à mon intégrité physique m'ont fait décliner mon poste et obligé à sortir du pays.

PAQG: Me Monroy, une question immense: comment voyez-vous le futur du Guatemala?

HM: C'est un futur qui comporte de grands défis et qui impose de façon impérative à la société civile la responsabilité de se consolider et de se convertir en l'actrice de première ligne pour décider du futur de la nation. Cela devra se faire à la lumière de trois axes qui je crois sont les plus importants: la pauvreté extrême dans le pays pour la grande majorité de la population, le thème autochtone comme partie de cette définition et identité de la nation que nous recherchons, et enfin le thème de la justice dans le contexte socio-économique et racial.

Il est très triste et frustrant à la fois de décrire un panorama comme celui que j'ai partagé avec vous dans cette entrevue, mais en même temps je veux laisser un message positif qu'au Guatemala, il y a des gens qui risquent quotidiennement leur vie pour transformer cet état de choses et que maintenant plus que jamais la solidarité internationale est nécessaire. Dans le cas concret du Canada qui nous a accompagné de façon permanente dans notre effort pour consolider notre processus de paix, nous vous demandons de ne pas vous laisser confondre par le fait que la paix a été signée au Guatemala et qu'à partir de là les choses vont bien. Ce n'est pas exact, l'horreur de la guerre est derrière nous dans son sens formel, mais toutes les causes qui en étaient à l'origine persistent encore et qui plus est, le processus de paix n'a pas atteint le niveau nécessaire pour permettre de croire que le phénomène de la guerre ne se répétera pas. C'est pour cela que maintenant plus que jamais sont nécessaires l'appui et la solidarité internationale.

Merci Me Monroy.

DES EX-MEMBRES DES PAC DEMAN- DENT LE PAIEMENT DE 14 ANNÉES DE SERVICE

Dans une dépêche du centre d'information Cerigua datée du 10 février, on nous informe qu'un groupe d'ex-membres des PAC du Petén a fait parvenir une lettre au président Alfonso Portillo demandant l'indemnisation de 14 années de service.

Les intéressés ont rappelé que leur organisation paramilitaire a été créée sur l'ordre d'Efraín Ríos Montt, alors chef de l'État, et qu'ils furent forcés d'y participer; s'ils avaient refusé ils auraient été considérés comme ennemis du Guatemala. Ils ont indiqué qu'ils durent patrouiller sans nourriture alimentaire ni solde et que tout ce temps fut extrêmement pénible, entraînant le sous-développement, car plus de temps était dédié aux patrouilles qu'au travail.

LE MINISTÈRE PUBLIC EN APPELLE DE L'ACQUITTEMENT DU SOUS-LIEU- TENANT LACÁN CHACLÁN

Le 23 décembre, quatre jours avant l'expiration du délai, le Ministère Public a présenté un recours en cassation contre la sentence en deuxième instance d'acquiescement de 15 des 25 militaires accusés du massacre de Xamán, survenu en octobre 1995. Le Ministère considère que le sous-lieutenant Camilo Lacán Chaclán, alors chef de la patrouille, est responsable du massacre et qu'en plus d'avoir ordonné l'entrée dans le village il a également tiré de son arme.

PORTILLO : "JE NE PEUX ME PASSER DE L'EMP"

Le président Alfonso Portillo a reconnu le 18 janvier que l'État-Major présidentiel (EMP) continuera à assurer sa sécurité personnelle, indiquant ne pouvoir se passer de cet organisme vu la situation accablante de l'économie du pays, l'empêchant de mettre sous contrat une agence privée de sécurité.

Portillo allègue que lorsqu'il avait parlé de dissoudre l'EMP il faisait allusion à un processus lent, et que l'on est seulement dans une période transitoire. De plus, il rappela que le Congrès n'a pas encore approuvé les réformes de la Loi constitutionnelle de l'armée, lesquelles envisagent la dissolution de cette structure.

RESTES HUMAINS TROUVÉS DANS LE QUICHÉ

Les restes de seize dépouilles de paysans guatémaltèques, assassinés lors du conflit armé, ont été découverts dans un cimetière clandestin à Zacualpa, Quiché, informant début janvier Sara Vásquez, du GAM. Mme Vásquez signale que les ossements furent découverts à neuf mètres de la surface, dans un puits près d'un

temple catholique de la localité.

DÉCOUVERTE DE RESTES HUMAINS DANS UNE ÉGLISE DU QUICHÉ

Les restes de cinquante victimes des violations des Droits humains ont été découverts suite à l'exhumation réalisée depuis le 6 décembre dernier par la Fondation d'anthropologie légiste et accompagnée par le Groupe d'appui mutuel (GAM), dans l'église de la municipalité de Zacualpa, Quiché.

Mario Polanco, coordonnateur du GAM, déclara qu'avec un rapport médico-légal des 50 dépouilles aucune instance judiciaire ne pourra refuser la dénonciation contre plusieurs ex-militaires accusés d'avoir exécuté ce massacre, durant le gouvernement du général Romeo Lucas García [1978-1982].

FIN DES EXHUMATIONS À XOLCUAY, QUICHÉ

La Fondation d'anthropologie légiste du Guatemala a terminé, au début de février, les travaux d'exhumation d'une fosse commune de Xolcuay, dans la région de Ixil, département du Quiché. On a découvert 35 squelettes sur les lieux.

DIX-HUIT SQUELETTES DÉCOUVERTS À JOYABAJ, QUICHÉ

Dix-huit squelettes complets d'hommes ont été trouvés, en date du 11 février, dans neuf fosses situées dans le couvent de la paroisse de Joyabaj, au Quiché, a déclaré le diocèse de ce département. On suppose que les victimes furent torturées et assassinées en 1982, puis enterrées deux par deux dans des fosses clandestines sur l'emplacement du couvent, a-t-on indiqué. Le couvent de la paroisse de Joyabaj fut utilisé, entre 1982 et 1993, comme centre de torture par des éléments des forces de sécurité qui prirent le contrôle de la localité, selon des recherches effectuées par le diocèse.

CONAVIGUA S'ASSOCIE À LA DEMANDE DE RIGOBERTA MENCHÚ CONTRE LES MILITAIRES

La Coordination nationale des veuves du Guatemala (CONAVIGUA) s'est associée, le 8 février, à la dénonciation interjetée par le prix Nobel de la Paix Rigoberta Menchú Túm devant la Cour nationale de justice d'Espagne contre des militaires guatémaltèques. Cette nouvelle dénonciation fut présentée en Espagne par la coordonnatrice de l'organisation et ex-députée Rosalinda Tuyuc. Selon un communiqué de l'organisation, la décision fut prise après le refus des tribunaux guatémaltèques de châtier les responsables du génocide souffert par la population durant le conflit armé.

EXPLOITATION DU PÉTROLE DÉNONCÉE DANS LE PETÉN



L'exploitation pétrolière dans la Biosphère Maya, dans le Petén, par l'entreprise Basic Resources, constitue une violation des droits humains, selon une résolution émise le 7 février par l'Office des droits humains (PDH), qui ajoute que les autorités n'ont pas rempli leurs obligations de défense, de conservation, de récupération et d'administration du patrimoine culturel.

Le PDH explique que cette violation interdit la jouissance du droit à un environnement sain, à la dignité, à la préservation du patrimoine culturel et naturel, et au développement économique-social, et rend responsable le Président de la République et les fonctionnaires qui veillent à l'environnement, au maire de San Andrés, Petén, à l'époque où les concessions ont été adjugées, et aux autorités actuelles qui ont des responsabilités conformément à la Loi.

Le PDH rend particulièrement responsables de ces violations les représentants légaux au pays de l'entreprise Basic Resources International. Le 12 le secrétariat pour l'Environnement a déterminé que les contrats de la pétrolière contenaient des anomalies. Par ailleurs le commissaire présidentiel pour l'environnement, Jorge Cabrera, a affirmé qu'il y a eu des abus de la part de Basic dans deux contrats, qui furent des concessions autorisées à la compagnie par le ministère de l'Énergie et des Mines. Les problèmes principaux furent la contamination, spécifiquement dans la Laguna del Tigre de la Biosphère Maya.

Le 14 février le secrétariat pour l'Environnement et les Ressources naturelles ainsi qu'un regroupement d'environnementalistes ont demandé au président, Alfonso Portillo, qu'il suspende le Contrat 1-92 autorisant l'exploitation du pétrole par l'entreprise Basic Resources, située à La Libertad, Petén. De son côté, l'organisation environnementale Oilwatch Mesoamérica s'est réunie avec des organismes sociaux pour coordonner un mouvement contre la pétrolière. Lors de cette réunion, le 15, des syndicats et des organisations non gouvernementales et environnementales étaient présentes, et s'entendirent pour s'unir afin d'appuyer l'élimination du Contrat 1-92.

Le 12 février, le ministre de l'Énergie et des Mines, Raúl Archila, a rejeté les illégalités commises par la firme internationale et déclaré que l'entreprise a respecté le processus administratif. Même si le ministre a reconnu l'omission de quelques points, il a estimé que les fautes sont la responsabilité des autorités d'alors.

¿QUE PASA EN EL PA?

Le PAQG a bourdonné d'activités durant ces 2 derniers mois. D'abord un accompagnateur de Québec, Christian Fournier a fait le grand saut jusqu'au Guatemala pour son expérience d'accompagnement. Il a organisé avec succès 2 activités de levée de fonds (dont une avec la collaboration de Matthieu Cook, un futur accompagnateur) qui ont rassemblé plus de 60 personnes chacune.

En terme d'activités de sensibilisation, plusieurs événements ont eu lieu, comme par exemple la conférence de Marie-Claude Ricard, à la bibliothèque du Lac Carré, l'expo-photo à l'Université de Montréal, du 7 au 17 février qui a rejoint environ 200 personnes, la projection du vidéo sur Jesus Tecu Osorio suivie d'une conférence de Me Monroy à l'UQAM le 2 février, une présentation de Mateo Pablo, guatémaltèque membre du PAQG, à Victoriaville, et d'autres encore.

Sortez votre agenda:

Les prochaines activités du PAQG: la plus importante est l'Assemblée Générale Spéciale du samedi 25 mars, à l'UQAM (local à confirmer), où l'on devrait entre autre décider des statuts de l'organisation. La rencontre sera suivie d'une soirée bénéfique au Comité Social Centre-Sud, 1710 Beaudry, métro Beaudry.

Le Social Justice Committee, en collaboration avec d'autres groupes organise un colloque sur le thème de l'Environnement et les droits humains, les 17-18-19 mars. Un membre du PAQG sera présent comme représentant, mais il serait possible d'inscrire une autre personne, donc si quelqu'un est intéressé, appelez-nous.

Délégation canadienne au Guate :

Le 12 février dernier, le PAQG participait à la rencontre des membres du Réseau Québécois de Solidarité avec le Guatemala. Il y a été question entre autres des activités du Réseau Canadien de Solidarité avec le Guatemala, créé il y un an. Parmi ces activités, il y est question d'organiser une délégation canadienne au Guatemala, dans le cadre des activités de commémoration de l'assassinat de Mgr Gerardi. Deux personnes seulement seront sélectionnées par région. Jusqu'à maintenant, une membre du PAQG s'est inscrite comme candidate à la délégation. Si vous aviez un intérêt et du financement potentiel (le Réseau Canadien n'offre que l'appui pour l'organisation des rencontres de la délégation au Guatemala), n'hésitez pas à nous appeler au plus tôt, la date limite étant le 9 mars.

Du 4 au 8 mai aura lieu la prochaine formation pour les futurs accompagnateurs-trices.

Acquisition:

Le PAQG a fait l'acquisition des 2 vidéos Mary Ellen Davis, Le Songe du Diable et Tierra Madre, si vous prévoyez une séance d'information, ils sont disponibles à notre vidéothèque sur le Guatemala.

Site WEB: Nous vous invitons à visiter notre nouveau site WEB:

www.web.net/~paqando

Potins des Ex

Marie-Claude Ricard qui a accompagné l'année dernière et qui a donné de nombreuses conférences dans les Laurentides est déjà retourné au Guatemala depuis janvier. Elle a un poste de volontaires avec l'organisme Medicos delcazos, pour environ 7 mois. Bonne chance Marie-Claude.

Alvaro Vargas est maintenant au Maroc pour un stage de 3 mois. Il a travaillé avant son départ à monter le site internet du PAQG. Il pense participer durant son séjour à une formation en Suisse sur les droits humains en avril, avec le CODAP (Centre de conseils et d'appuis pour les jeunes en matière des droits de l'homme). Merci à Alvaro pour le site WEB.



Marie-Claude au Guate



Ce bulletin d'information est produit presque entièrement par des bénévoles. Il a pour objectif de vous informer sur le Guatemala en général, et sur le Projet Accompagnement Québec-Guatemala. Toute personne intéressée à y participer peut nous contacter au: (514) 495-3131

Ont participé à la réalisation de ce numéro:

Textes: Marc Drouin, Suzy Potvin, Me Henry Monroy, CEG

traduction: Jean-François Giroux

mise en page: Amélie Binette

corrections: Suzy Potvin

Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala est un groupe de solidarité qui offre un appui aux populations autochtones ayant survécu à la répression des années 1980, en offrant une présence lors de l'exhumation de cimetières clandestins, et auprès de témoins lors des procès intentés contre les responsables des massacres.

Le travail du PAQG comprend 4 volets: accompagnement physique au Guatemala; sensibilisation et éducation au Québec; actions urgentes et pressions politiques.

Projet Accompagnement Québec-Guatemala,

6648 St-Denis, Montréal, Qc, H2S 2R9

Tél.: (514) 495-3131

Fax: (514) 495-7965

Courriel: paqando@web.net

Université de Montréal:

Tél.: (514) 340-7175

À Québec:

320 St-Joseph est, C.P. 51086

Québec, Qc, G1K 8Z7

Courriel: paqqquebec@yahoo.com

Au Guatemala:

Proyecto Acompañamiento Québec-Guatemala

7a Avenida 8-56

Edificio El Centro, Oficina 14-19, Zona 1

Guatemala Ciudad, C.A.

Tél.: 502-251-7557

Fax.: 502-253-3131

Courriel: paqq@infovia.com.gt